

**COLLECTIF DES ONG  
OEUVRANT AU RWANDA**

---

**L'AUTO-ORGANISATION  
EN TEMPS DE GUERRE**

*une approche ONG vers la réhabilitation*

PLAN OPERATIONNEL  
AOUT-DECEMBRE 1994

**Ont contribué à la rédaction de ce rapport**

Mbugulize Ephrem (REA)  
Kamanzi Spéciose (Ugama)  
Kayumba Joël (Iwacu)  
Nzaninka Jeanette (Iwacu)  
Nsengimana Nkiko (Iwacu)  
Sibomana René (AJE)  
Twizeyima Prosper (Oxfam UK)  
Umutesi Marie Béatrice (Programme femmes Byumba)  
Bakundakwita Charles (INADES)  
Mashakiro Innocent (CED)  
Dusenge Virginie (Réseau des Femmes)

Rédaction final:  
Pierre Stassart (Coopibo, SOS-Faim, Vredeseilanden)

projet soutenu  
en France par FRERES DES HOMMES  
& Gpe Development

**Abréviations utilisées**

AJE:	Association de Jeunesse pour l'Environnement
ADEHAMU:	Association de Développement des Hautes Altitudes de Mukura
AJEMAC:	Association de Jeunesse de Mabanza et Culturelle
ASR:	Association des Scout au Rwanda
CCOAIB:	Conseil Consultatif des Organisations d'Appui aux Initiatives de Base
DRC Iwacu	Délégation Régionale de Cyangugu Iwacu
DRG Iwacu	Délégation Régionale de Gisenyi Iwacu
INADES:	ONG de formation
IWACU:	CFRC, Centre de Formation et de Recherche Coopérative
PADEC/SNV:	Programme d'Appui au Développement Communal appuyé par une ONG Néerlandaise (SNV)
PRO-MET:	Projet Métier appuyé par CARE Deutschland
REA:	Réseau d'Expertise Agricole
UGAMA:	Centre de Service aux Coopératives

## PREAMBULE

---

Les ONG rwandaises ont été prises au dépourvu par la violence qui s'est abattue sur le pays. Personne ne s'était imaginé que la détérioration politique pourrait avoir en si peu de temps un effet aussi dévastateur. Les cadres des ONG, comme le reste de la population, sont restés impuissants devant l'ampleur des massacres, et leur premier souci était avant tout de survivre le drame.

Après un mois, un premier regroupement a eu lieu à Gitarama, et petit à petit quelques actions en faveur des orphelins et des groupes vulnérables furent entamées. En même temps un autre regroupement a eu lieu à Mulindi, sous le nom de Conseil de Coordination des Associations pour l'Assistance Humanitaire (CAH). Un contact direct avec ce groupe n'a jusqu'à présent pu avoir lieu, et leurs activités ne sont pas encore bien connues. Nos efforts pour entrer en contact continuent cependant.

En Belgique, Vredeseilanden, SOS-Faim et Coopibo ont décidé d'unir les efforts, à l'exemple de leurs partenaires au Rwanda. Un programme conjoint fut établi, comportant trois dimensions: donner une information objective et équilibrée au public et à la presse belge, stimuler le dialogue entre rwandais en préparation d'une réconciliation et reconstruction nationale, et finalement donner déjà un appui direct aux ONG rwandaises pour qu'elles puissent reprendre leurs activités, adaptées toutefois aux urgences causées par la guerre. C'est en méritant la confiance de la population en temps de guerre que ces ONG pourront contribuer à la préparation de la paix.

Après la prise de Gitarama par le FPR, les cadres des ONG se sont retrouvés dans deux noyaux: à Cyangugu et à Gisenyi. Les trois ONG belges ont alors décidé d'envoyer Pierre Stassart à Goma, pour participer à un séminaire de planification des activités à court terme. Il a été témoin de la création du Collectif des ONG oeuvrant au Rwanda, et de la redéfinition de leur rôle auprès de la population rwandaise. Les expériences récentes des ONG avaient démontrées qu'une approche combinant l'aide d'urgence avec une responsabilisation des déplacés leur permet de retrouver leur dignité, étant acteurs principaux de leur devenir plutôt que bénéficiaires impotents condamnés à "subir" l'aide.

Le présent document est le reflet de cette dynamique. Depuis la tenue du séminaire, de nouveaux éléments sont venus s'y ajouter et la situation continue à évoluer à grande vitesse. Les conditions d'exécution du plan proposé seront sans aucun doute influencées par le cours des choses, mais l'esprit et la dynamique qui animent les ONG concernées demeurent. Ce document reste donc valable comme base de négociation avec toutes les organisations qui partagent le souci de voir les ONG rwandaises reprendre leur place auprès de la population et qui sont prêtes à y contribuer à court terme. Un contact permanent avec le collectif permettra de revoir le détail des activités en fonction des besoins. Puissent les ONG du nord faire montre d'une solidarité opérationnelle avec leurs organisations-soeurs du Rwanda.

**SOS-FAIM  
VREDESEILANDEN  
COOPIBO**

## PROGRAMME D'APPUI AUX DEPLACES COLLECTIF DES ONG OEUVRANT AU RWANDA

---

### A. LE CONTEXTE DES ONG A L'OUEST DU RWANDA AU 5 JUILLET 1994

#### 1. La situation au 20/06 des déplacés

Bien qu'il ait un grand nombre de déplacés en Tanzanie et au Nord du Burundi, le plus grand nombre de déplacés se trouvent au Rwanda même. Avant la prise de Kigali et de Butare, ils étaient déjà plus de deux millions: Quelques chiffres en date du 28 juin (sources, M:Miniplan et O:ONG):

Gitarama/Nord	221.000	M
Gitarama/Sud	(200.000?)	O
Ruhengeri	219.000	M
Gisenyi	200.000	M
Gikongoro	177.000	O
Kibuye	50.000	O
Butare	?	

Soit un total de 1.067.000 déplacés dans les camps auxquels il faut ajouter les déplacés sur les routes et ceux qui sont accueillis dans les familles. Avec la prise de la préfecture de Butare et de Kigali, au début juillet et la poussée actuelle sur Ruhengeri et Gisenyi, il y a en cette mi-juillet 4 à 5 millions de déplacés poussés à l'Ouest du Rwanda, vers Gisenyi et Cyangugu, vers le lac Kivu - le Kivu Zaïrois et le Burundi, avec tous les risques de déstabilisation régionale que cela comporte.

#### 2. La situation des ONG Rwandaises au 5.07.94

Sous l'impulsion de cadres d'ONG rwandaises réunis à Gitarama et de la mission de Frans van Hoof et Ivan Godfroid (mandat Eurostep/NCOS) le travail des ONG rwandaises interrompu le 6 avril, a redémarré. Une trentaine de personnes se sont alors régulièrement réunies à Gitarama. Le CCOAIB a formulé fin mai un plan d'appui aux déplacés (document du 28 mai 1994). Cette nouvelle dynamique des ONG bien qu'un moment interrompue par l'attaque du FPR sur Gitarama, s'est déplacée à l'Ouest et renforcée autour de deux pôles d'activités: Gisenyi/Goma et Cyangugu/Bukavu. Les membres des ONG présentes à Gitarama y ont rejoint des cadres d'ONG qui y étaient déjà actifs.

Le 5 juillet, la présence des ONG dans les pôles de Cyangugu/Bukavu et Gisenyi/Goma était la suivante:

- Iwacu qui avant la prise de Kigali comptait sur 90 salariés 4 décès et 2 disparus, est en train de regrouper son personnel (40 personnes sur Cyangugu et Gisenyi) et de réorganiser son travail à partir de la délégation régionale de Cyangugu. Grâce à sa politique de décentralisation, Le centre Iwacu joue actuellement un rôle clef dans l'appui aux activités des ONG: il assure la coordination du pôle de Gisenyi/Goma et l'appui logistique et administratif au pôle de Cyangugu/Bukavu.
- UGAMA, le Centre de Service aux Coopératives de Gitarama a 4 personnes présentes à Cyangugu. UGAMA est en train de localiser le reste de son personnel. UGAMA assure la coordination du pôle de Cyangugu/Bukavu.
- INADES a son antenne de Gisenyi opérationnelle (3 cadres) et au moins un cadre de Butare replié sur Cyangugu. INADES assure le soutien logistique et administratif à la coordination du pôle de Gisenyi/Goma.
- Béatrice Umutesi, du programme d'appui aux femmes de Byumba est active à Cyangugu, le Réseau des femmes a sa coordinatrice et son adjointe à Gisenyi; des petites ONG locales telles que ADEHAMU et AJEMAC travaillent dans leur zone respective.
- Prosper Twizeyimana (OXFAM UK), Ephrem Mbugulize (REA) et Sibomana René (AJE) jouent un rôle clef dans le rassemblement et la coordination de l'effort des ONG à Gisenyi/Goma.
- Des cadres de projets ayant une bonne expérience de terrain se sont joints aux ONG rwandaises: PADEC/SNV Gisenyi et Cyangugu, PRO-MET Gisenyi,...

Prosper Twizeyimana d'OXFAM UK a pris l'initiative d'inviter à GOMA tous les cadres des ONG qu'il pouvait atteindre afin d'élaborer un plan opérationnel d'appui aux déplacés de l'intérieur. Cette initiative a été appuyée par Coopibo, SOS-Faim et Vredeseilanden et soutenue localement par OXFAM UK qui a financé la participation locale à l'atelier de GOMA.

### 3. L'atelier de GOMA : quelle approche d'appui aux déplacés ?

#### Pour une approche spécifique

L'atelier de Goma s'est déroulé du 28/06/94 au 04/07/94. Les représentants des ONG présentes avaient une certaine expérience<sup>1</sup> de l'appui aux déplacés. Certains travaillaient dans les camps depuis plusieurs années et de ce fait étaient depuis longtemps confrontés à la réalité quotidienne du front et des déplacés. D'autres ont découvert cette dure réalité avec le rapprochement progressif du front vers les préfectures de l'Ouest. A Gisenyi/Goma, les ONG s'étaient avant tout coordonnées autour de la distribution des vivres disponibles par le gouvernement

<sup>1</sup> L'annexe 1 décrit les activités des ONG réalisées en zone gouvernementale au cours des mois de mai et juin 1994.

provisoire pour les camps de déplacés. Elles s'étaient structurées en Collectif et avaient envoyé une première mission à Cyangugu et une seconde à Gikongoro pour prendre contact avec les autres regroupements d'ONG et faire un inventaire de la situation des déplacés. A Cyangugu/Bukavu, certains s'attelaient à la redéfinition d'un programme d'appui aux déplacés plus spécifiquement ONG, en référence à la proposition du CCOAIB faite le 28 mai à Gitarama.

Au delà de l'opérationnalisation d'activités d'appui aux déplacés l'atelier fut avant tout l'occasion d'élaborer une approche commune face à ce nouveau défi pour les ONG. L'approche part des leçons que des ONG ont tiré de leur travail dans les camps. A titre d'exemple voici les leçons que René Sibomana a tiré du travail dans les camps de déplacés à Nyacyonga entre autre (1993-1994) puis à Gitarama au mois de mai 1994.

« ...

- *On attribue trop souvent aux déplacés un rôle de spectateur alors qu'à Gitarama les déplacés ont largement démontré leur capacité à s'autoorganiser pour la manutention; la conservation et la garde des vivres.*
- *Les autorités communales sont également sous-estimées. Bien qu'elles peuvent remplir des tâches extrêmement importantes (recensement,...) les organisations humanitaires les considèrent comme de simples exécutants ou les ignorent. Ceci provoque des tensions.*
- *L'attitude des ONG doit changer. Notre approche "classique" est trop lourde, il faut devenir plus opérationnel et comprendre une fois pour toute que les déplacés s'auto-organisent, que notre appui soit effectif ou non.*
- *L'autonomie de travail des ONG dans les camps de déplacés ne va pas de soi. Qui décide quoi, qui est derrière quoi? L'aide d'urgence a des enjeux économiques énormes qui dépassent les ONG structurelles que nous sommes.*

... »

Ce désir de spécificité des ONG dans leur appui aux déplacés, cette plus-value qu'elles revendiquent, se sont souvent heurtés dans les discussions du Collectif à l'urgence et l'immensité des besoins des déplacés. Ainsi à Gisenyi pour des raisons humanitaires, le Collectif local s'était lancé dans la distribution à grande échelle des vivres en collaboration avec le Miniplan qui disposait de stocks. Cette collaboration s'imposait devant l'urgence et l'abandon des déplacés. Seul en effet le CICR était actif dans une action qu'il a lui même qualifiée de symbolique.

Au cours de l'atelier, la complémentarité de deux approches a été formulée de cette manière:

*« ... le Collectif distingue l'approche qu'il veut développer dans son programme d'appui aux déplacés de l'action d'urgence qu'il mène pour l'instant.*

1 ° *Le Collectif veut démarrer son propre programme. Ce programme spécifique sera sous son entière responsabilité et restera à terme le seul programme. Celui-ci doit permettre au Collectif de donner une plus-value à chaque action qu'il entreprend. Cette plus-value ONG est fondée sur sa capacité à:*

- *capitaliser les expériences antécédentes avec les déplacés rwandais(Nyacyonga, ....)*
- *reconnaître et appuyer l'auto-organisation des camps de déplacés;*
- *anticiper les zones en difficulté;*
- *préparer des solutions à plus long terme (appui à la saison culturale par semences,...)*

*Cette perspective de durabilité des actions ciblées par le Collectif est renforcée par un rapport coût/efficacité nettement plus favorable que celui des organisations spécialisées dans l'aide humanitaire d'urgence.*

2 ° *Actuellement, comme beaucoup de déplacés ne reçoivent pas d'aide alimentaire et que le gouvernement dispose d'un stock de vivres, le Collectif pour des raisons humanitaires, prend en charge la distribution de ces vivres. Dans cette action les ONG ont surtout un rôle d'exécutant. Dès que les organisations spécialisées seront à pied d'oeuvre pour la distribution de vivres à grande échelle, le Collectif se concentrera sur son programme spécifique. Les ONG rwandaises n'ont en effet ni la compétence humaine ni les moyens d'assurer à terme cette distribution à grande échelle.*

... »

Partant de la spécificité de leur approche, les représentants des pôles de Gisenyi/Goma et Cyangugu/Bukavu ont voulu se doter d'une structure minimale qui puisse être un instrument efficace d'appui aux déplacés. Cette structure de coordination a été appelée: "Collectif des ONG oeuvrant au Rwanda"

#### Le Collectif des ONG oeuvrant au Rwanda: la Charte de Goma

Le souci des ONG était double: comment se donner la cohérence nécessaires au redémarrage de leurs activités d'appui aux déplacés et tout à la fois définir et garantir leur autonomie d'action en tant qu'ONG.

Les représentants des ONG ont mis en place une structure à trois niveaux:

- 1 °-Par type d'activité, ils ont défini des sous-programmes et ont choisi un responsable institutionnel pour chaque sous-programme selon l'expérience et la spécialité;
- 2 °-Selon la localisation de ces activités, ils ont constitués des pôles de coordination des sous-programmes qui concernent les mêmes groupes cibles ou la même zone: pôle de Cyangugu/Bukavu et pôle de Gisenyi/Goma;



3 °-Les pôles sont regroupés au sein du Collectif. Le Collectif n'est pas le sommet d'une structure pyramidale mais plutôt le coeur d'une réseau d'activité et de réflexion sur l'appui des ONG aux déplacés.

Pour expliciter l'esprit dans lequel tous les membres du Collectif s'engageaient, les membres du Collectif ont créé et souscrit à une Charte: la Charte de GOMA. Celle-ci défini 3 grands principes d'action:

- parti pris pour la population des déplacés,
- appui à l'auto-organisation des déplacés,
- autonomie vis à vis des forces militaires et politiques en présence.

Le texte à la page suivante reprend l'intégralité de cette charte. Il a été souscrit par 2représentants des ONG actives au Rwanda dont la liste est reprise en annexe 2.

### **Charte du Collectif des ONG oeuvrant au Rwanda**

Goma le 4 juillet 1994

Les membres du Collectif affichent un parti pris pour la population sans aucune distinction et pour l'avènement d'une paix durable au Rwanda et dans la sousrégion. Le Collectif s'engage dans une démarche d'appui aux déplacés et à la reconstruction du pays.

Le Collectif n'a pas l'ambition de remplacer les Collectifs existants comme le CCOAIB, ACCOR, Pro Femme Twese Hamwe,...ni celle de perrenité.

Le Collectif à une préoccupation permanente d'innover, de consolider et de sauvegarder le partenariat entre la population rwandaise et l'étranger.

Outre l'action humanitaire d'urgence, la spécificité de l'action du Collectif est: l'appui à toute activité d'auto-organisation des déplacés dans une perspective de prise en charge durable dans le terroir et la région. La démarche du Collectif s'appuie sur la volonté, la connaissance et l'expérience que ses membres ont d'appuyer l'auto-organisation des déplacés.

Par rapport au Gouvernement, au FPR, aux armées et aux partis politiques:

- les membres du Collectif sont libres de leur position;
- le Collectif peut s'exprimer au cas par cas en fonction de son engagement pour la population;
- aucun individu membre n'engage le Collectif s'il n'en est explicitement mandaté ad litem;
- le Collectif ne peut pas être utilisé comme instrument dans l'engagement personnel des individus notamment politique, militaire,...
- le Collectif peut exclure tout individu membre pour fait contraire à l'esprit de la charte ou au mandat confié.

Les membres du Collectif s'engagent dans la mesure du possible à mettre tout en oeuvre pour disponibiliser leurs moyens ainsi que ceux de leurs institutions au service du Collectif dans les actions que celui-ci mène.

## **B. LE PROGRAMME D'APPUI AUX DEPLACES DU COLLECTIF**

### **1. L'appui du collectif aux déplacés : nécessaire et complémentaire à celui des organismes spécifiés**

Depuis 1990, le travail des ONG rwandaises (ASR, CCOAIB, AJE, IWACU, Programme d'appui de Byumba,...) avec les déplacés dans les camps a montré qu'il n'existe pas d'incompatibilité entre l'appui aux déplacés de guerre tel que les ONG veulent le développer et l'approche structurelle ONG. Au contraire, celle-ci rend le travail d'appui aux déplacés plus durable et a le mérite d'offrir dès à présent une perspective de reprise de l'appui structurel. L'approche "ONG" est unique: elle a la capacité de renforcer l'aide d'urgence classique des organismes spécialisés en leur offrant de s'appuyer sur la dynamique locale d'auto-organisation des déplacés.

L'approche du Collectif se base sur un principe fondamental de l'approche structurelle que les ONG mettaient en oeuvre en temps de paix: les déplacés d'aujourd'hui comme la paysannerie d'hier ne sont pas des assistés mais des acteurs. Les déplacés n'ont pas attendu qu'une intervention leur tombe du ciel pour s'organiser. Au mois de mai à Gitarama par exemple, les déplacés se sont organisés au stade pour transporter, stocker, distribuer et garder l'aide alimentaire. Les déplacés qui vivent cette situation depuis plusieurs années ont tout un savoir faire, une stratégie de survie. Même dans les pires conditions, ils planifient sur quelques jours la consommation des maigres ressources dont ils disposent.

Le Collectif, sur base de son expérience<sup>2</sup> et de cette dynamique d'auto-organisation des déplacés, veut entreprendre des actions efficaces qui offrent une meilleure perspective de durabilité aux déplacés. Dans le camp des déplacés de Bidudu par exemple, des petits crédits pour les activités génératrices de revenus (petit commerce, artisanat) ont été débloqués par le centre IWACU et remboursés aux échéances convenues sans qu'ils ne soient perçus comme une aide gratuite. La même expérience concluante a été acquise dans le programme féminin de Byumba.

Le choix des actions du Collectif répond à 5 principes: durabilité, responsabilité des déplacés, appui des groupes les plus faibles, valorisation du potentiel local et autonomie des actions d'appui.

#### **1° Perspective de durabilité des actions**

La durabilité ou plutôt la perspective de durabilité signifie que l'action posée est supposée apporter une solution économique, sociale, politique ou culturelle aux déplacés et que celle-ci puisse aussi profiter à plus long terme à la collectivité et à la région qui accueille ces déplacés. Ainsi, un

---

<sup>2</sup> annexe 3 fait l'inventaire des documents qui décrivent l'expérience et l'expertise humaine dont disposent les ONG rwandaises en matière d'appui aux camps de déplacés

programme de relance agricole de la région qui entoure un camp accroît la sécurité alimentaire de ce terroir et offre la possibilité aux déplacés du camp de louer leur travail. Une adduction d'eau en faveur d'un camp doit une fois le camp disparu, continuer à servir la collectivité locale.

## **2° La responsabilité des déplacés, le rôle des ONG du Collectif**

Les déplacés ont largement démontré leur capacité à s'auto-organiser alors même qu'aucune organisation humanitaire n'était présente sur le terrain. La responsabilité veut dire que l'on considère le déplacé comme quelqu'un qui entend se prendre en charge, en acteur principal de son devenir ne subissant pas l'aide mais impliqué dans tous les stades de l'action, capable de propositions, et de revendications en vue d'améliorer son sort. Les déplacés seront ainsi responsables dans l'élaboration des règles d'octroi de petits crédits, sur la nature et le système de distribution des intrants agricoles en vue de la relance agricole. Les jeunes et les moins jeunes imagineront leur organisation sociale dans les camps, comme il leur sera demandé d'assumer l'aménagement des latrines, des adductions d'eau,...

Le rôle des ONG du Collectif est celui d'un facilitateur, d'un catalysateur de la créativité du groupe, qui reconnaît que le groupe et les individus disposent en leur sein des énergies indispensables pour la réalisation de ces choix. L'appui à l'auto-organisation implique de s'inscrire dans une démarche de recherche action de participation et d'innovation dans la manière et le rythme avec lequel les déplacés s'approprient la gestion du programme.

## **3° La lutte contre la marginalisation du groupe cible**

L'option pour les plus faibles reste le cachet particulier d'une ONG. Elle répond à la finalité de l'égalité et de l'émancipation. Les marginalisés ne pourront survivre que si ils disposent de moyens équivalents à ceux des plus pourvus. Dans les camps de déplacés, l'instinct de survie joue en faveur des plus forts socialement ou physiquement: les hommes peuvent bénéficier d'une plus grande ration alimentaire au sein de la famille ou tout simplement l'affecter à un autre usage jugé unilatéralement prioritaire. Le programme de supplémentation en faveur des femmes enceintes ou allaitantes, des enfants et de vieilles personnes, répond à cette préoccupation.

## **4° L'autonomie et la maîtrise de l'environnement**

L'autonomie signifie la libre détermination quant à la philosophie et la politique de l'intervention, quant aux actions sans que l'accompagnateur et le bénéficiaire des appuis ne soient obligés d'en référer à une tierce personne ou à une institution.

L'autonomie c'est d'abord l'autonomie personnel de chaque individu face au drame que la société rwandaise vit. Le Collectif, ensemble avec les déplacés veut réfléchir à la réconciliation, fondement d'une reconstruction durable de la société rwandaise. Le Collectif veut offrir une place aux organisations paysannes et appuyer leur rôle future dans ce processus de réconciliation.

L'autonomie c'est aussi afficher l'indépendance des actions du Collectif vis à vis des pouvoirs publics ou d'une quelconque force politique, militaire, religieuse,... L'autonomie ne veut pas dire qu'il soit interdit d'établir des collaborations avec ces forces chaque fois que cela contribue à la réussite du programme. Ce qu'il faut éviter, c'est une certaine mise sous tutelle privée ou public sur les programmes ou sur les personnes. Dans ce sens, le respect et l'engagement vis à vis de la charte, des personnes chargées de piloter les sous-programmes constitue une garantie opposable à toute personne morale ou physique qui s'interférerait dans le programme du Collectif.

## 5° **Utilisation des moyens disponibles**

Outre le fait que les déplacés fourniront une contribution essentielle dans les actions, le Collectif dispose de ressources humaines ayant une longue pratique de ce type d'approche. Ce capital humain est disponible et constitue une part importante de la contribution locale. Combinés à l'infrastructure (matériel de communication, moyens de déplacement, administration,...) ils constituent une valorisation inestimable du potentiel local des ONG et contribuera à minimiser les investissements et les frais de fonctionnement. Iwacu, Ugama Inades,... ont encore des moyens pour payer leurs cadres et se sont engagés par la charte à les disponibiliser. Le rapport coût/efficacité n'en sera qu'améliorer et garantira une meilleure maîtrise des moyens mis en oeuvre.

## 2. Description et fonctionnement du Collectif

Le programme est exécuté par les pôles qui forment le réseau du Collectif. Actuellement ce réseau est composé de deux pôles: Cyangugu/Bukavu et Gisenyi/Goma. Ces pôles peuvent se déplacer selon les nécessités et d'autres pôles peuvent s'y ajouter en fonction des évolutions du Collectif et de la situation générale.

Pour des raisons liées à l'instabilité actuelle, il faut respecter la dynamique de chaque pôle mais assurer une communication souple et permanente à travers tout le réseau. La coordination sera chargée de gérer la cohérence du programme globale. Ephrem Mbugulize ancien coordinateur du CCOAIB a été choisi par le Collectif pour coordonner le réseau de pôle. Comme coordinateur du Collectif ses responsabilités et son apport restent dans la continuité du poste qu'il occupait avant le 6 avril comme coordinateur du Réseau d'Expertise Agricole (REA). Il n'a pas d'infrastructure propre mais travaille dès le 5 juillet avec les moyens du REA, en s'appuyant sur l'infrastructure des coordinations de pôle.

L'axe Sud (Cyangugu/Bukavu/Bukavu) et l'axe Nord (Gisenyi/Goma) doivent être doter de moyens de communication (phonies) et financiers autonomes (compte en banque). Coopibo, devant l'extrême urgence des besoins a mis au point un canal de financement qui permet d'encaisser cash en devises à Goma et Bukavu.

Ce canal de financement peut être utilisée par d'autres partenaires du Nord pour soutenir les ONG du Collectif. Le Collectif a choisi Joël Kayumba et Spéciose Kamanzi comme responsables respectifs des pôles de Gisenyi/Goma et Cyangugu/Bukavu. Iwacu et Inades disponibilisent leurs infrastructures administratives à Gisenyi/Goma, et Iwacu

de même à Cyangugu/Bukavu. Un agent de liaison a été nommé pour chaque pôle (Bakundakwita Charles (Inades) pour Gisenyi/Goma et Twagiramassa Uziel (IWACU) pour Cyangugu/Bukavu).

Au sein d'un pôle chaque sous-programme est autonome. Il est sous la responsabilité institutionnel d'une ONG. Le financement de ces sous-programmes est à rechercher auprès des partenaires privilégiés de ces ONG, au Nord. Le financement se fait par sous programme et par pôle.

### 3. Echanges du Collectif avec les ONG européennes

Pour le Collectif l'urgence des urgences est de démarrer son programme et de tester ses capacités sur le terrain. Pour cette raison le coordinateur du Collectif, Ephrem Mbugulize, doit être prioritairement actif au Rwanda.

Le Collectif mandate Nsengimana Nkiko en Belgique pour participer à la **réunion des ONG belges du 12/7** sur la préparation d'un séminaire en Europe. Il pourra aussi à cette occasion:

- informer, expliquer aux partenaires la position du Collectif sur la crise rwandaise
- expliquer le programme du Collectif et entrer en contact avec les partenaires pour financer ces différents volets.

Les journalistes belges intéressés par une visite en zone gouvernementale doivent envoyer une demande d'autorisation au Rwanda. Jusqu'à présent deux demandes sont parvenues. Les démarches pour obtenir une escorte française n'ont jusqu'à présent pas abouti. Le scénario le plus vraisemblable serait une entrée avec l'antenne médicale belge sous drapeau français à Cyangugu. Si ces journalistes entrent au niveau du pôle de Cyangugu, le Collectif demande à IWACU de les accueillir au nom du Collectif et de mettre tout en oeuvre dans la mesure du possible pour:

- obtenir les autorisations du gouvernement et une escorte militaire;
- planifier le programme des visites et témoignages;
- accompagner les journalistes.

Parallèlement, le Collectif veut avoir les moyens de suivre dans la presse l'écho que ses journalistes donneront en Europe de leur visite.

Il est important qu'en collaboration avec leurs partenaires du Nord, les membres du Collectifs reçoivent de l'information et écrivent dans la presse Européenne. Dès à présent, COOPIBO, SOS Faim et Vredeseilanden ouvrent les colonnes de leur journal Trait D'union aux ONG rwandaises.

Ce journal disponible au pôle de Gisenyi et Cyangugu/Bukavu et né de la volonté de ces trois ONG belges de laisser entendre la voix de la population rwandaise et des ONG qui ont choisi ce parti. Le journal tire à 5000 exemplaires, les deux premiers numéros sont

parus le 25 avril et le 22 juin. Le numéro trois sort le 10 juillet, et se fera l'écho de la naissance du Collectif et de la Charte de GOMA. Le numéro 4 sort à la fin août.

Le Collectif mandate une délégation de onze personnes, qui arriveraient vers le 20-25 août en Belgique. Les ONG belges font une démarche de visa collectif dès à présent. Les invités sont ceux de la liste initiale à laquelle sont ajoutés une personne représentant les églises Protestante et Béatrice Umutesi:

Ephrem Mbugulize  
 Nkiko Nsengimana  
 Landrada Mukayiranga  
 René Sibomana  
 Prosper Twizeyimana  
 Marie Béatrice Umutesi  
 Vedaste Rulinda  
 Siméon Musengimana  
 Cécile Mukarubuga  
 Jean Paul Biramvu  
 Nkusi Emmanuel

Chaque ONG du Nord prend en charge son partenaire. Le programme proposé est le suivant:

- **une ou deux** semaines d'animation, les représentant du Collectif sont dispersés dans les réseaux européens qu'ils connaissent et entrent en contact avec les groupes de base des ONG du Nord. Il faudra étudier les possibilités que des ONG qui ont un réseau opérationnel de groupes de base, telles que Vredeseilanden, NCOS, Broederlijk delen,... (également Allemagne, France, Pays Bas) peuvent offrir au début septembre.
- **un séminaire sur la reconstruction** au Rwanda et l'avenir du Monde ONG au Rwanda, où les représentants du Collectif sont prêts à dialoguer avec des représentants des ONG situées en zone FPR.
- contact collectif **organisé avec la presse** après le séminaire

#### 4. Description des activités et budgets : août-décembre 1994

### **POLE CYANGUGU/BUKAVU**

#### a. Relance agricole

Organisation partenaire: Iwacu DRC, J.D. Nyamwasa

Groupe cible: les populations non déplacées des préfectures de Cyangugu et Gikongoro

L'afflux de plusieurs millions de réfugiés dans des régions déjà extrêmement fragilisées aggrave la situation de précarité alimentaire endémique au Rwanda. L'immensité des besoins alimentaires de cette masse de déplacés de guerre, a rapidement épuisé les ressources alimentaires des régions concernées et la pression des camps sur les terroirs a complètement désarticulé l'équilibre agro-écologique de ces régions. Parmi les effets attendus, on peut mentionner:

- épuisement des stocks familiaux de semences (haricots, patate douce et maïs) risque de disparition de variétés patiemment mises au point par les paysans (un rapport récent du CIAT souligne le risque réel de voir de nombreuses variétés de haricot disparaître dans la région des grands Lacs);
- manque de l'outillage indispensable au travail de la terre (houes)
- exploitation minière des ressources agro-forestières pour le bois de chauffe et la construction des abris pour les réfugiés;
- diminution de l'élevage en stabulation et réduction drastique de la production de fumier pour l'agriculture;
- arrêt total de l'importation et de l'approvisionnement en intrants tels que engrais chimiques et produits phytosanitaires (pomme de terre) et destruction de la structure de crédit qui en garantissait la distribution.

Le pôle se propose en première urgence d'acheter le plus rapidement possible des semences de haricot et de patate douce, de les stocker, de les diffuser lors de la prochaine saison culturale, en priorité à des individus ou des groupements multiplicateurs. La gestion, le stockage, la distribution et la diffusion sera discutées et organisée par les paysans. La programmation de cette activité sera capitale car les semis n'attendent pas.

Dès que la stabilité du pays le permettra, le pôle s'attachera également à réactiver en collaboration avec le réseau des banques populaires, des systèmes de fonds rotatifs et de crédit qui puissent permettre la relance de l'intensification agricole.

Parallèlement, le Collectif veut à travers ses différents pôles, permettre aux paysans de participer au débat qui s'ouvrira sur la délicate question foncière: redistribution et remembrement des terres, aménagement fonciers, statut des marais et des boisements communaux, gestion de l'eau d'irrigation....



**Budget:**

- Collecte de 10 tonnes de semences	700.000	
- Frais de stockage	75.000	
- Diffusion en début saison culturale	200.000	
- Salaire 4 agronomes: contribution locale	(125.000)	
- Distribution: contribution locale	(100.000)	
<b>Total</b>	<b>975.000</b>	<b>(FB)</b>

Dès la fin 1994 le Collectif entreprendra des actions pilotes en matière de réforestation et d'agro-foresterie avec des groupes de paysannes et de paysans.

A plus long terme le Collectif se concentrera sur la participation des paysans au débat foncier ainsi qu'à la refonte du système de crédit et de distribution d'intrants en collaboration avec le réseau des Banques Populaires.

b. Santé communautaire dans les camps

Organisation partenaire: Ugama, Centre de Service aux Coop., V. Nzabonimana.

camp de Kirambo  
3.000 déplacés  
camp de Cyanika, 50.000 déplacés.

Par santé communautaire le Collectif pense à l'amélioration des conditions hygiéniques des camps notamment par l'aménagement des latrines et l'approvisionnement en eau potable. Associé à la malnutrition, le manque d'hygiène est à l'origine de maladies de la peau etc... Une bonne santé pour les déplacés ne peut être atteinte que si les maladies courantes rencontrées (malaria, diarrhée, dysenterie, ...) sont soignées. En l'absence d'un minimum d'infrastructures sanitaires de base dans les camps cet objectif ne peut-être atteint, surtout pour les populations les plus vulnérables.

Le personnel de ce programme sera préférentiellement recruté parmi les déplacés même car ils sont plus proches des bénéficiaires et de cette manière connaissent mieux leurs besoins.

Les déplacés eux-mêmes auront un rôle clef dans la mise en place des latrines: choix des emplacements, construction, entretien. Leur contribution dans la mise en oeuvre des infrastructures est avant tout considérée comme une possibilité de renforcer leur capacité à gérer la situation du camp. De même il faut voire dans la distribution des jerricans un moyen d'introduire et d'appuyer la discussion sur la gestion de l'eau pour les déplacés d'un camp: critères de rationnement, organisation des tours d'eau, choix des emplacements avec la population locale et entretien des sources.

**Budget:**

- Personnel	297.000
- Achat médicament	1.766.000
- Achat Jerrican (8850 ménages)	1.416.000
- Latrines (nattes, pelles, houes,...)	1.097.000
- Transport personnel	579.000
- Coord.du programme	47.000
- distribution: contribution locale	(200.000)
<b>Total (sans contrib. loc.)</b>	<b>5.202.000</b>

Dés la fin de l'année, le Collectif étudiera avec le personnel médical présent en place la pertinence de mettre en place des petits centres de santé mobile qui pourraient dans le futur suivre le retour des déplacés.

c. Petites activités économiques

Organisation partenaire: Iwacu DRC, J.M.V. Musabimana

Groupe cible:                      déplacés de Kirambo (3.000) et déplacés de Cyanika (50.000).

Dans les camps de déplacés circule un flux d'argent significatif. Ce flux suit souvent la loi du plus offrant. Or notre expérience nous a enseigné que des déplacés peuvent avoir des propositions réellement ingénieuses mais qu'il leur manque le coup de pouce pour démarrer. Dans les anciens camps de Bidudu et Nyacyonga, les déplacés qui avaient sollicité des crédits ont fait de réelles affaires. AJE a une expérience de trois ans avec l'élevage de cavia dans les villes de Kigali et Butare et leurs périphérie qui est tout à fait transposable car les conditions socio-économiques sont semblables.

Ces activités s'adressent principalement au secteur associatif c'est à dire préférentiellement à des hommes et des femmes qui ont vécu et qui vivent des solidarités réelles. La démarche est d'accorder des petits crédits rotatifs en commun à ces personnes qui vivent ensemble des solidarités en dehors des liens parentaux. Le petit crédit est remboursable avec intérêt. Il s'agit de petits crédits "coup de pouce" qui permettent aux individus d'acquérir de nouveaux revenus susceptibles d'améliorer les conditions de vie des membres de leurs familles dans les camps. Ces activités peuvent être: le petit commerce, la transformation (bière de sorgho), la fabrication d'outils et divers meubles ménagers, l'élevage de cavia, etc... Seul le besoin commandera le crédit et non l'inverse.

La durabilité d'une telle approche est double. D'une part le crédit est à son échelle un premier pas pour sortir de la de dépendance financière qui enferme le déplacé dans une logique d'assisté. D'autre part le concept même d'activités économiques rentables financées par des petits crédits est un levier puissant dans la reconstruction laquelle chaque déplacé voudra participé dès son retour.

**Budget:**

Elevage Cavia: contribution locale	(261.600)
Fonds rotatif	400.000
<b>Total</b>	<b>400.000</b>

A plus long terme, le Collectif de par les formules de crédits qu'il a et aura expérimentées avec les déplacés dans les camps, veut participer à la conception des nouvelles formules de crédit rural qui offrent réellement à travers des réseaux tels que celui des Banques Populaires une possibilité aux paysannes et paysans de prendre part à la reconstruction et à la relance économique de leur pays.

d. Supplémentation groupes vulnérables

Organisation partenaire: programme femmes Byumba, Umutesi Béatrice

Groupe cible: déplacés de Kirambo (3.000) et déplacés de Cyanika (50.000).

La reprise des hostilités en avril 1994 a entraîné un départ brutal de la quasi totalité des organismes humanitaires qui assistaient les déplacés depuis le début de la guerre. Le problème alimentaire se pose avec d'autant plus d'acuité que les préfectures de Gikongoro et Cyangugu qui ont accueilli des déplacés, connaissent un déficit alimentaire chronique et ne parvenaient à y faire face qu'en s'approvisionnant dans d'autres préfectures. Celles-ci sont actuellement touchées par la guerre. En outre, l'insécurité fait que les travaux agricoles sont presque arrêtés de sorte que l'on peut s'attendre à une diminution de la production agricole déjà insuffisante en temps de paix.

La malnutrition touche surtout les enfants, les femmes allaitantes et les femmes enceintes. Les enfants en âge de scolarisation sont laissés à eux mêmes et s'adonnent à la mendicité.

Comme le Collectif des ONG n'a ni les moyens ni les capacités de gérer l'aide alimentaire d'urgence, il a opté pour la sensibilisation des organismes spécialisés comme le PAM, le CICR, et d'autres qui ont l'expérience et les moyens nécessaires pour apporter aux déplacés l'aide humanitaire nécessaire.

Par contre, le Collectif a constaté dans plusieurs camps de déplacés qu'un groupe est spécialement vulnérable. La ration alimentaire (dans le cas où l'aide alimentaire est distribuée) ne suffit pas pour assurer la croissance des enfants ou permettre à la femme enceinte ou allaitante de se nourrir et de nourrir le bébé. Le taux de mortalité est de ce fait plus élevé dans ce groupe.

Au niveau des moyens à mettre en œuvre, le Collectif ne compte pas mettre en place et gérer des cantines (ou unité de préparation des aliments de supplémentation). Il va aider les bénéficiaires à s'organiser et à gérer de petites unités de préparation de supplémentation.

#### Budget:

- Personnel salaire coordinateur	180.000
- salaire animateurs	65.000
- Equipement pour préparer les aliments	495.000
- Matières premières	11.829.597
- Transport. du personnel	500.000
- Transport et manutention matière première	1.232.000
<b>Total</b>	<b>15.486.263</b>

A plus long terme le Collectif veut envisager cette activité dans une perspective de retour. Dans ce cadre une partie de l'activité sera remise aux centres nutritionnels, mais la dynamique au niveau des groupes de femmes qui en sortira renforcées devrait permettre d'entamer de nouvelles activités d'appui aux groupements féminins là où celles-ci en formuleront le besoin: petites activités économiques, débat sur la question agraire, le contrôle des naissances,....

#### e. Coordination de pôle

Organisation partenaire: Ugama, Spéciose Kamanzi

Groupe cible: responsables et animateurs des sous-programmes

Le Collectif a mis en place dans chaque pôle une coordination qui s'appuie sur l'infrastructure des ONG implantées avant le 6 avril dans la zone d'action. Cette coordination locale a une fonction de relais au niveau du Collectif. Elle assure la cohérence entre les différents sous-programmes du pôle de Cyangugu/Bukavu qui travaille tous avec le même groupe cible: camp de Kirambo et de Cyanika. Le Coordinateur de pôle respecte l'autonomie des sous-programmes et met à leur disposition sa structure administrative pour la bonne gestion des sous-programmes

Le Coordinateur de pôle est l'interlocuteur privilégié du coordinateur du Collectif avec lequel ils discutent des contacts que celui-ci entreprend au nom du Collectif. Pour faciliter cette communication et faire du Collectif un véritable réseau de pôles d'appui aux déplacés, la coordination de pôle doit être munie de bons moyens de communication et de déplacement.

**Budget:**

- Déplacement	500.000
- Personnel coordination	47.000
- agent de liaison, gestionnaire (contribution locale)	(94.000)
- Equipement administratif et fonctionnement	150.000
<b>Total</b>	<b>697.000</b>

**TOTAL POLE CYANGUGU** (a., b., c., d., e.) **21.575.597** frais  
administratifs 1.726.048 contribution locale 780.600

**TOTAL<sup>3</sup>** **24.082.245**

**POLE DE GISENYI/GOMA**a. Relance agricole

Organisation partenaire: Inades Gisenyi, Ch. Bakundakwita

Groupe cible: population de la préfecture de Gisenyi.

L'afflux de plusieurs millions de réfugiés dans des régions déjà extrêmement fragilisées aggrave la situation de précarité alimentaire endémique au Rwanda. L'immensité des besoins alimentaires de cette masse de déplacés de guerre a rapidement épuiser les ressources alimentaires des régions concernés et la pression des camps sur les terroirs a complètement désarticulés l'équilibre agro-écologique de ces régions. Parmi les effets attendus on peut mentionner:

- épuisement des stocks familiaux de semence (haricot, patate douce et maïs) risque de disparition de variété patiemment mises au point par les paysans (un rapport récent du CIAT souligne avec gravité le risque réel de voir de nombreuses variétés de haricot disparaître dans la région des grands Lacs);
- manque de l'outillage le plus indispensable au travail de la terre (houes);

<sup>3</sup> pour un récapitulatif des budgets voire le tableau en annexe 5 qui reprend l'ensemble des budgets du Collectif par pôle et avec la coordination du Collectif.

- - exploitation minière des ressources agro-forestières pour le bois de chauffe et la construction des abris pour les réfugiés;
- diminution de l'élevage en stabulation et réduction drastique de la production de fumier pour l'agriculture;
- arrêt total de l'importation, de l'approvisionnement en intrants tels que engrais chimiques et produit phytosanitaires (pomme de terre) et disparition de la structure de crédit qui en garantissait la distribution.

Le pôle se propose en première urgence d'acheter le plus rapidement possible des semences de haricot et de patate douce et de les stocker, de les diffuser lors de la prochaine saison culturale, en priorité à des individus ou des groupements multiplicateurs. La gestion, stockage, distribution et diffusion sera discutées et organisée par les paysans. La programmation de cette activité sera capitale car les semis n'attendent pas.

Dès que la stabilité du pays le permettra, le pôle s'attachera également à réactiver en collaboration avec le réseau des banques populaires, des systèmes de fonds rotatifs et de crédit qui puissent permettre la relance de l'intensification agricole.

Parallèlement, le Collectif veut à travers ses différents pôles, permettre aux paysans de participer au débat qui s'ouvrira sur la délicate question foncière: redistribution et emembrement des terres, aménagement fonciers, statut des marais et des boisements communaux, gestion de l'eau d'irrigation....

#### **Budget:**

- Collecte de 10 tonnes de semences	700.000
- Frais de stockage	75.000
- Diffusion en début saison culturale	200.000
- Salaire 4 agronomes: contribution locale	(125.000)
- Distribution: contribution locale	(100.000)

**Total** **975.000**

#### b. Santé communautaire

Organisation partenaire: Réseau des femmes, Virginie Dusenge

Groupe cible:                   camp de Ngororero  
20.000 déplacés

Par santé communautaire le Collectif pense à l'amélioration des conditions hygiéniques des camps notamment par l'aménagement des latrines et l'approvisionnement en eau potable. Associé à la malnutrition, le manque d'hygiène est à l'origine de maladies de la peau etc... Une bonne santé pour les déplacés ne peut être atteinte que si les maladies courantes rencontrées (malaria, diarrhée, dysenterie, ...) sont soignées. En l'absence d'un minimum

d'infrastructures sanitaires de base dans les camps cet objectif ne peut-être atteint, surtout pour les populations les plus vulnérables.

Le personnel de ce programme sera préférentiellement recruté parmi les déplacés même car ils sont plus proches des bénéficiaires et de cette manière connaissent mieux leurs besoins.

Les déplacés eux-même auront un rôle clef dans la mise en place des latrines: choix des emplacements, construction, entretien. Leur contribution dans la mise en oeuvre des infrastructures est avant tout considérée comme une possibilité de renforcer leur capacité à gérer la situation du camp. De même il faut voire dans la distribution des jerricans un moyen d'introduire et d'appuyer la discussion sur la gestion de l'eau pour les déplacés d'un camp: critères de rationnements, organisation des tours d'eau, choix des emplacements avec la population locale et entretien des sources.

#### Budget:

Achat de Jerricans (8.850)	1.416.000
coordination	47.000
distribution: contribution locale	(200.000)
Total	1.463.000

Vers la fin de l'année, le Collectif étudiera avec le personnel médical présent en place la pertinence de mettre en place des petit centre de santé mobile qui pourraient dans le futur suivre le retour des déplacés.

#### c. Petites activités économiques

Organisation partenaire: AJE, René Sibomana

Groupe cible                      Déplacés du camp de Ngorero

Dans les camps de déplacés circule un flux d'argent significatif. Ce flux suit souvent la loi du plus offrant. Or notre expérience nous a enseigné que des déplacés peuvent avoir des propositions réellement ingénieuse mais qu'il leur manque le coup de pouce pour démarrer. AJE a une expérience de trois ans avec l'élevage de cavia dans les villes de Kigali et Butare et leurs périphérie, qui est tout à fait transposable car les conditions socio-économiques sont semblables.

Cette activité s'adressent principalement aux jeunes. La démarche est d'accorder des crédits en nature remboursables avec les jeunes des portées futures. Les cavia permettent aux jeunes d'acquérir de nouveaux revenus susceptibles d'améliorer leurs conditions de vie et celle des membres de leursfamilles dans les camps. Les cavia se vendent très bien et leur vitesse de multiplication rend le remboursement très rapide.

La durabilité d'une telle approche est double. D'une part le crédit est à son échelle un premier pas pour sortir de la de dépendance financière qui enferme le déplacé dans une logique d'assisté.

D'autre part le concept même d'activités économiques rentables financées par des petits crédits est un levier puissant dans la reconstruction auquel chaque déplacé voudra participé dès son retour.

**Budget:**

- Elevage Cavia: contribution locale (261.600)

A plus long terme, le Collectif de par les formules de crédits qu'il a et aura expérimentées avec les déplacés dans les camps, veut participer à la conception des nouvelles formules de crédit rural qui offrent réellement à travers des réseaux tels que celui des Banques Populaires une possibilité aux paysannes et paysans de prendre part à la reconstruction et à la relance économique de leur pays.

d. Supplémentation croupes vulnérables

Organisation partenaire: Conseil des Eglises Protestantes, Innocent Mashakiro  
Groupe cible: Déplacés du camp de Ngororero, 10.000 déplacés

La reprise des hostilités en avril 1994 a entraîné un départ brutal de la quasi totalité des organismes humanitaires qui assistaient les déplacés depuis le début de la guerre. Le problème alimentaire se pose avec d'autant plus d'acuité que l'insécurité ne fait que les travaux agricoles sont presque arrêtés de sorte que l'on peut s'attendre à une chute de la production agricole. La malnutrition touche surtout les enfants, les femmes allaitantes et les femmes enceintes. Les enfants en âge de scolarisation sont laissés à eux-mêmes et s'adonnent à la mendicité.

Comme le Collectif des ONG n'a ni les moyens ni les capacités de gérer l'aide alimentaire d'urgence, il a opté pour la sensibilisation des organismes spécialisés comme le PAM, le CICR, et d'autres qui ont l'expérience et les moyens nécessaires pour apporter aux déplacés l'aide humanitaire nécessaire. Par contre, le Collectif a constaté dans plusieurs camps de déplacés qu'un groupe est spécialement vulnérable. La ration alimentaire (dans le cas où l'aide alimentaire est distribuée) ne suffit pas pour assurer la croissance des enfants ou permettre à la femme enceinte ou allaitante de se nourrir et de nourrir le bébé. Le taux de mortalité est de ce fait plus élevé dans ce groupe.

Au niveau des moyens à mettre en oeuvre, le Collectif ne compte pas mettre en place et gérer des cantines (ou unité de préparation des aliments de supplémentation). Il va aider les bénéficiaires à s'organiser et à gérer de petites unités de préparation de supplémentation.



**Budget:**

- Personnel salaire coordinateur	47.000
- Equipement pour préparer les aliments	200.000
- Matières premières	1.072.500

**Total** **1.319.500**

e. Information dans les camps de déplacés

Organisation partenaire: Fondation Melchior Ndadaye, Vedaste Rulinda

Groupe cible: les camps de déplacés en préfecture de Gisenyi

L'objectif est de fournir aux déplacés une information fiable pour écarter les rumeurs sources de tensions. A cette fin, le Collectif veut aider les déplacés à communiquer avec leur environnement proche et avec l'extérieur:

- autorités d'origine, autorités d'accueil, les structures qui interviennent dans le camp;
- informations avec les membres des familles, recherche des enfants égarés,...

Les activités prévues à ce niveau doivent désenclaver les personnes déplacées. En ce qui concerne l'accès à l'information de sources fiables, il s'agit de recueillir cette information, confectionner des messages adaptés, identifier les canaux déjà en place et les sensibiliser à cette problématique.

Dans la mise en place des moyens les déplacés s'organiseront pour que leur propres canaux de communication soient renforcés, centralisés et mis en connection avec les canaux déjà existants (radio, p.ex.).

**Budget:**

- Déplacement et contact divers	70.000
- Communication et multiplication des documents	40.000
- Confection des messages (cassetophone et magnetophone)	35.000
- Personnel	60.000
- diffusion: contribution locale	(50.000)
<b>Total</b>	<b>205.000</b>

f. Coordination du pôle

Organisation partenaire: Iwacu DRG, Joël Kayumba

Groupe cible: Responsables et animateurs des sous-programmes

Le Collectif a mis en place dans chaque pôle une coordination qui s'appuie sur l'infrastructure des ONG implantées avant le 6 avril dans la zone d'action. Cette coordination locale a une fonction de relais au niveau du Collectif. Elle assure la cohérence entre les différents sous-programme du pôle de Gisenyi/Goma qui travaille tous avec le même groupe cible: camp de Ngororera. Le Coordinateur de pôle respecte l'autonomie des sous-programmes et met à leur disposition sa structure administrative pour la bonne gestion des sous-programmes.

Le Coordinateur de pôle est l'interlocuteur privilégié du coordinateur du Collectif avec lequel ils discutent des contacts que celui-ci entreprend au nom du Collectif. Pour faciliter cette communication et faire du Collectif un véritable réseau de pôles d'appui aux déplacés, la coordination de pôle doit être muni de bons moyens de communication et de déplacement.

**Budget:**

- Déplacement	500.000
- Personnel coordination	47.000
- agent de liaison, gestionnaire (contribution locale)	(94.000)
- Equipement administratif et fonctionnement	150.000

**Total** **697.000**

<b>TOTAL POLE GISENYI/GOMA (a., b., c., d., e., f.)</b>	<b>4.659.500</b>
frais administratifs	372.760
contribution locale	569.000

**TOTAL** **5.601.260**

**COORDINATION DU RESEAU DE POLES**

Organisation partenaire: REA, Ephrem Mbugulize

Groupe cible: coordinateurs  
responsables et animateurs des sous-programmes,  
Autorités et Institutions politico-administratives,  
ONG partenaires du Nord

Le travail de coordination du Collectif est celui de coordination d'un réseau. Le rôle du coordinateur est avant tout de mettre en communication les différents pôles d'appui aux déplacés et de maintenir la cohérence de l'approche élaborée dont la référence centrale est la charte de Goma. Le coordinateur du Collectif est l'interlocuteur des partenaires ONG du Nord. La force du coordinateur réside dans sa capacité à communiquer et à renforcer la dynamique du Collectif. A ce titre des moyens de communications efficaces doivent être disponibles.

**Budget:**

- Communication	
Matériel de phonies: 3 postes	272.000
Téléphone cellulaire (pôle Gisenyi/Goma)	100.000
Fax/tél satellitaire (pôle Cyangugu/Bukavu)	(1.500.000)
achat à crédit sur 4 mois IWACU	
Ordinateur portable et imprimante	100.000
Frais de communication	100.000
- Déplacement	100.000
- Fourniture	100.000
- Personnel coordination	384.000
- Echange	
échange entre camps	166.000
atelier du Collectif	140.000
table ronde Rwanda	50.000
- 3 missions	750.000
<b>Total</b>	<b>2.262.000</b>
frais administratifs	180.960
contribution locale	1.500.000
<b>TOTAL COORDINATION COLLECTIF</b>	<b>3.762.000</b>

**Annexe 1:**  
**QUE FONT LES ONG AU RWANDA? (28.06.94)**

**A GITARAMA (René Sibomana)**

- Recherche des représentants des ONG dispersés par la guerre;
- rencontre à Gitarama de membres des ONG et communiqué à la radio pour la pacification;
- rencontre avec le premier ministre qui a interpellé les ONG sur leur rôle dans la crise, le premier ministre offre alors des possibilités de travail et de communication;
- appui à l'auto-organisation de la distribution de vivres aux déplacés rassemblés au stade de Gitarama et de Kabwayi;
- implications des ONG dans le regroupement des déplacés dispersés à Ruhenzi, Runda etc... dans le camp de Kamonyi;
- élaboration d'un programme d'appui aux déplacés du camp de Kamonyi;
- Mémoire pour installer un bureau de liaison à Bujumbura ou Goma rédaction du document "mémoire sur l'action des ONG dans la crise actuelle".

**B. GISENYI (Joël Kayumba)**

- 12.06.94, Ephrem Mbugulize a initié des contacts entre le Collectif des ONG et le MINITRASO (ministère du travail et des affaires sociales); le MINITRASO avait un stock de vivres et cherchait à l'écouler, suite à cet entretien, 30 tonnes de sorgho et haricot ont été distribués;
- Suite à cette réunion le Collectif a réparti le travail dans quatre commissions:
  - commission production et achat,
  - commission transport (INADES)
  - commission distribution (IWACU, SNV, AJE)
  - commission stock (PROMET)
- 15.06.94 et 22.06.1994, réunion voir compte-rendu, Joël Kayumba est désigné coordinateur du Collectif des ONG oeuvrant à Gisenyi;
- 27.06.94, le Collectif évalue ses activités et clarifie la répartition des tâches, il se prononce pour l'installation d'un bureau de liaison à Gisenyi.
- 28 et 29.06.94, distribution de 40 tonnes de maïs et de 120 tonnes de sorgho et haricot au camp de Vunga (100.000 personnes)

Problèmes rencontrés:

- Les ONG ont leur tradition, les ministères en ont une autre, il y a des lourdeurs administratives;
- Le CICR qui s'est engagé dans la zone gouvernementale n'a participé qu'à une seule réunion sans suivi bien qu'il concède que son action est loin de couvrir les besoins des déplacés;
  - Les ONG voudraient s'occuper des zones non couvertes par le CICR: Gikongoro, Gitarama, Butare, Kibuye, mais le CICR peut décider demain de s'occuper de certaines de ces zones et y marginaliser l'action des ONG

**C. CYANGUGU (Anselme Nzabonimpa)**

Le Collectif a envoyé une mission à Cyangugu. Anselme (PADEC Gisenyi) fait un bref aperçu sur l'action que Nkiko, Béatrice et Spéciose et d'autres y mènent:

- étude des prix de vivre sur les marchés;
- voyage à Uvira pour étudier les possibilités d'approvisionnement;
- achat de Sambaza à Cyangugu pour les compléments protéinés.

Il y a 2000 réfugiés à Kirambo, et 8000 à Nyabushishi sous bonne garde française.

**D. GIKONGORO**

Une mission est rentrée le lundi 27 au soir, trop tard que pour en avoir un rapport.

**ANNEXE 2****LISTE DES MEMBRES SOUSCRIVANT A LA CHARTE DE GOMA**

<b>NOM</b>	<b>INSTITUTION ET FONCTION</b>
Joël Kayumba	Délégation Régionale IWACU Gisenyi Coordinateur
Sibomana René	Association Jeunesse et Environnement coordinateur
Dusenge Virginie	Pro-femmes/Twese Hamwe Secrétaire exécutive du Réseau des Femmes
Anselme Nzabonimpa	SNV Gisenyi resp. des banques de solidarité
Kajuka François-Xavier	Bufmar directeur a.i
Epiphanie Kampundu	Réseau des femmes Secrétaire nationale adjointe
Vedaste Rulinda	Fondation Melchior Ndadaye président
Jeanette Zaninka	Centre IWACU chercheuse formatrice
Charles Bakundakwita	INADES Rwanda formateur à Gisenyi
Mpariyimana Frederic	INADES Rwanda formateur à Gisenyi
Mbugulize Ephrem	Réseau d'Expertise Agricole (REA) coordinateur
Muramutse Perpetue	PRO-MET homologue de chef de projet
Uwimana Jacqueline	Femme et Environnement assistante
Innocent Mashakiro	Conseil Protestant du Rwanda (CPR) Chargé de projets
Sebazungu Jérôme	PRO-MET Gisenyi coordinateur
Anna McCord	OXFAM Coordinatrice progr. urg. N. Kivu
Pierre Stassart	COOPIBO repr. COOPIBO, SOS Faim, Vredeseilanden
Félicité Uwimana	Encadrement des enfants de la rue représentante
Nkiko Nsengimana	Centre IWACU Coordinateur
Marie Béatrice Umutesi	Programme d'appui aux femmes de Byumba coordinatrice
Spéciose Kamanzi	UGAMA, Centre de Service aux Coopératives Gitarama, coordinatrice
Twizeyimana Prosper	OXFAM UK conseiller régional Rwanda
Mujawashemana Candide	OXFAM UK att. programme d'urgence
Habyarimana Christine	OXFAM UK att. programme d'urgence
Nkusi Emmanuel	Conseil Protestant Rwanda Secrétaire général

**Annexe 3:**  
**LISTE DES DOCUMENTS DE REFERENCES**  
**SUR L'EXPERTISE ET L'EXPERIENCE DES ONG**  
**EN MATIERE D'APPUI AUX DEPLACES DE GUERRE**

Source: René Sibomana

- Document sur implication des Scouts à Byumba, service développement FSC rue de Dublin Bruxelles.
- Recherche action sur les jeunes porteurs de Mulindi (Kigali), ASMAE, Bruxelles, Xavier ou Jerry.
- Identification des besoins et plan de relance de CORA (ASMAE, idem)
- Identification des besoins des déplacés à Byumba et programme de reconstruction, Amici Del Rwanda, Italie, Guido délégué du Rwanda ou Luigi.
- Etat d'avancement du projet de promotion d'élevage du Cavia dans les quartiers périphériques de Butare et Kigali, ACT, Peter Fabri.
- Rapport d'activité sur l'animation des jeunes dans le camp de Nyacyonga, 3000 jeunes, ambassade de Belgique à Kigali et bureau de la CEE à Kigali co-réalisation CCOAIB-AJE.

Source: Nkiko Nsengimana (Président du CCOAIB et coordinateur d'IWACU)

- Déclaration du centre IWACU sur le processus démocratique envoyé à tous les partenaires en février 1992
- Déclarations du CCOAIB - Collectif CLADO - PRO Femmes sur la guerre, les déplacés, le processus démocratique et les accords d'Arusha, NCOS et SOS faim.
- 2 déclarations de la société civile de février et mars 1994
- Petit crédit dans les camps de Nyacyonga, Bidudu et Rutongo avec le secteur associatif, 2000 personnes, rapport d'activité semestriel-volet appui conseil IWACUX, La Clusa, Washington.
- CCOAIB, membre du comité de crise avec les organisations humanitaires internationales auprès du premier ministre (avant le 6 avril !).

Source: Marie Béatrice Umutesi et Spéciose Kamanzi

- Rapports d'activités.